



Algérie- Octobre 1988: Un tragique «chahut de gamins»

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 11 octobre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Histoire, société et culture](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«*Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va*». Sénèque

D'une façon quasi rituelle, nous nous remémorons le 5 octobre 1988, dans sa dimension tragique, qui a vu la fine fleur du pays être fauchée, mais aussi le souvenir, la nostalgie d'une époque qui, certes, n'a pas duré, mais qui donnait l'illusion que tout était permis, que l'Algérien, ce frondeur, avait le droit au chapitre, il pouvait critiquer. Il était, en un mot, acteur de son destin.

Sofiane Djilali écrit à juste titre:

«(...) Mais juste au lendemain des troubles et avec les promesses présidentielles, la démocratie semblait à portée de main. L'espoir s'insinuait dans le coeur des citoyens. La vie politique s'alluma, les langues se délièrent et une formidable ouverture se dessina. Parler, agir dans l'opposition, défendre ses opinions, écrire dans une presse libre, crier à gorge déployée dans les manifestations de rue, lancer ses diatribes à la télévision, tout était devenu possible. Mais le fol espoir allait vite retomber. La mal-vie, les frustrations, la misère morale et les univers mentaux inconciliables, traduisant la fragilité du processus de formation de la nation, allaient servir de détonateur entre les mains d'un pouvoir rusé et faire échec à la première tentative démocratique dans le Monde arabe. Les Algériens perdirent pied et s'accrochèrent par réflexe atavique ou eschatologique aux discours les plus radicaux, les plus sectaires, les plus dangereux. Les valeurs, identitaires ou religieuses, étaient le refuge, la voie du "salut". La descente aux enfers pouvait commencer.»(1)

1988 arrive: en Algérie, nous sommes à la fin d'un règne sans partage avec un parti unique et sa poigne de fer qu'a verrouillée le paysage politique. Pendant plus de 12 ans, le pays détricotait minutieusement ce que le défunt président Boumediene avait construit laborieusement. Nous sommes bien contents que par sa fameuse phrase à la face du monde: «*Kararna ta'emime el mahroukate* », il ait pu sauver la souveraineté de l'Algérie. Avec seulement 22 milliards de dollars, Boumediene avait assis les fondations de l'État. Que se passe-t-il après? Il faut dire que le début des années 1980 a correspondu avec l'euphorie d'un baril à 40 dollars et un dollar à 10 francs. L'Algérien découvrait le PAP (Programme antipénurie); ce fut le début de la "bazarisation" du pays. à coups de dollars, l'Algérien découvrait, sans effort, sans sueur, le fromage Emmental, la machine à laver, le hors-bord, même pour ceux du Sud, au nom de l'équilibre régional... C'était aussi l'époque de la suppression de l'autorisation de sortie avec possibilité de changer 5000 francs à moins de

10 dollars en juillet 1986! Ce qu'on appela le contrechoc pétrolier. Du même coup, des petits pays furent ruinés. Les recettes de l'Algérie ne dépassèrent pas les 4, 5 milliards de dollars. L'Algérie s'endetta lourdement pour nourrir la population. Les Algériens se réveillèrent brutalement. Trente ans rien n'a changé si ce n'est que la corruption est devenue structurelle, le gaspillage un sport national

Benjamin Stora écrit pour sa part: «Le 22 octobre, dans un communiqué diffusé par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), des avocats algériens protestent contre les arrestations et se prononcent pour un pouvoir judiciaire indépendant. Un Comité national contre la torture, créé fin octobre, rassemble des universitaires, des syndicalistes. Les revendications portent sur la nécessité de réformes profondes du système politique, la fin du parti unique, la garantie des libertés démocratiques. L'onde de choc «d'octobre 1988» marque la fin d'une époque. Le séisme est tel que s'organise rapidement le passage au multipartisme. Le 10 octobre 1988, le président Chadli Bendjedid annonce un référendum révisant la Constitution de 1976,. Le 3 novembre, le référendum pour la modification de la Constitution est massivement approuvé (92,27% de «oui», avec un taux de participation de 83,08%)». (2)

Benjamin Stora parle d'une possible manipulation: «Cette fin du parti unique suscitera bien des interrogations. Les émeutes d'octobre 1988 n'ont-elles été qu'un vaste complot destiné à «ravalier» le système, à en finir avec certains membres du FLN au profit d'autres clans? «Les événements n'étaient pas factices. «Ils ont représenté un appel au secours d'une jeunesse qui aspirait à un changement radical de la situation dans la pays (...) De toute façon, avec l'«octobre noir», arrive le temps des explorations méthodiques et des inventaires historiques. On pouvait lire ces lignes dans l'hebdomadaire Algérie-Actualité du 24 novembre 1988: «Les enfants d'octobre 1988 ressemblent étrangement à ceux du 8 mai 1945, à ceux de novembre 1954, à ceux de décembre 1960. [...] Entre tous ces enfants, il n'y a pas qu'une ressemblance, il y a identité de revendication, sauf à renier l'histoire du Mouvement national algérien contemporain. L'examen lucide de notre histoire, l'humble étude des faits, de tous les faits, nous permettront certainement de régler nos problèmes.» (2).

« Il y a 28 ans, le 5 octobre 1988 lit-on sur Wikipédia les chars de l'armée sont descendus dans la rue pour affronter des jeunes sortis exprimer leur mécontentement. Les forces de sécurité ont tué 169 personnes selon un bilan officiel, 500 selon d'autres sources. (...) L'appropriation du mouvement par les islamistes a été abondamment (...) Des tracts anonymes attribués à Ali Benhadj et appelant à une marche de protestation contre la répression et pour la défense de l'islam sont distribués les 9 et 10 dans les mosquées d'Alger...) La prééminence donnée au rôle des islamistes dans le processus de politisation de l'émeute s'explique par le rôle majeur qu'ils joueront ultérieurement dans la transition démocratique. Cette mobilisation multi-sectorielle réunit des acteurs préalablement organisés et dont l'implication dans l'espace public a déjà été actée: avocats, médecins, journalistes, étudiants, universitaires, militants de la Ligue algérienne des droits de l'homme (Ladh), «berbéristes», membres du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, communiste), anciens hommes d'État en exil comme le premier président algérien Ahmed Ben Bella et le fondateur du Front des forces socialistes (FFS) Hocine Aït-Ahmed. Des communiqués de presse et des lettres ouvertes sont rédigés, des pétitions adressées à l'Assemblée populaire nationale. Enfin, la Ligue algérienne des droits de l'homme rédige, à l'appui de sources médicales, un rapport sur la torture exercée à l'encontre des émeutiers arrêtés. La majorité des réactions se cristallisent d'abord sur la dénonciation de la répression.» (3)

La jeunesse de 2018 et sa perception d'octobre 1988

Un article délicieux de Walid Ait Saïd résume en deux réflexions la mal-vie et ce que pensent les jeunes de la symbolique du 5 Octobre 1988:

«Pour ce jeune médecin né en 1992, Octobre 1988 a été détourné par les islamistes qui étaient à l'affût de la moindre ouverture. «Il est vrai que cette date a permis d'arracher plus de liberté. Mais le peuple qui souffrait de la mal-vie et des années de dictature a été très très vite endoctriné par les islamistes», estime-t-il. «Ils ont fait dans le populisme, ils ont fait peur au peuple, ils se sont appuyés sur une fausse interprétation de la religion pour servir leurs ambitions partisans. La révolte des jeunes qui espéraient plus de liberté et surtout une meilleure vie s'est transformée en un moyen d'imposer l'islamisme!»

«On n'est pas inculte à ce point. C'est juste que les espoirs qui berçaient nos aînés se sont transformés en nos désillusions...», tient à souligner Farid. O., né un certain 4 octobre 1988. Pour ce jeune chirurgien dentiste, ce «mai 68» algérien n'aura rien apporté de bien. «C'est vrai que c'était à partir de là que le multipartisme a vu le jour. Mais concrètement qu'avons-nous fait avec ces partis? Si ce n'est avoir des Benhamou et Naïma Salhi qui font les clowns en nous faisant croire que c'était cela la liberté d'expression», poursuit-il avec colère. (...) Moi je ne la reconnais pas! Non pas du fait que le combat de mes aînés ne portait aucune symbolique, mais du fait que selon moi, cela n'a rien changé», dit cette ingénieure. «Les choses ont-elles vraiment changé? Moi j'ai l'impression d'être revenu 30 ans en arrière. Non pas à cause des Stan Smith qui sont revenus à la mode, mais du fait qu'en 2018 il y ait encore des chaînes humaines pour espérer avoir un...sachet de lait», conclut-elle très amèrement.» (5)

Hocine Neffah quant à lui s'interroge sur le «chahut de gamins»?:

«Aujourd'hui, écrit-il de ce sacrifice, malgré le mensonge, le black-out et les entraves qui empêchent la vérité de voir le jour, l'Algérien en tire une légitime fierté. Et il n'a pas tort. Car, grâce à un chahut de gamins, la sève démocratique a été libérée. Grâce à la jeunesse algérienne qui avait inondé la rue de son sang, aux cris de «Algérie démocratique», le pays a connu son «automne démocratique». C'est bien le 5 Octobre qui a donné naissance au multipartisme, à la presse indépendante et aux libertés individuelles. Il est vrai que ce mouvement a vite été récupéré par des fondamentalistes qui ont, quelques années après, plongé le pays dans une tragédie qui a fauché la vie de plus de 200.000 personnes.» (6)

L'après-88 et la « récupération » : La décennie noire

«Si l'automne 1988 voit se préciser les revendications sur la libéralisation du régime, personne ne songe néanmoins à réclamer clairement l'instauration du pluralisme partisan. La nouvelle Constitution de février 1989 leur donne une assise légale avant que l'affrontement contre l'État commence en 1991 et de façon violente pour les premiers, et en 2001 (Printemps noir 2001 - 2002) sous forme d'une «dissidence citoyenne» pour les seconds. Le gouvernement Hamrouche (1989 - 1991), porteur d'un esprit de réformes, va être contrecarré dans ses projets par les réseaux clientélistes liés aux clans militaires.» (3)

«Commence aussi après octobre 1988, poursuit Stora, une course de vitesse

pour savoir qui, d'un «pôle démocrate» ou d'un «pôle islamiste», peut se substituer au vide laissé par le parti unique FLN. Cette bataille se déroule au moment où se dessinent les contours d'un «nouvel ordre mondial». L'année suivante, le mur de Berlin s'effondre, et progressivement tous les pays de l'Est accèdent à la démocratie politique. La guerre du Golfe, en 1991, voit l'effacement du rôle politique joué par l'Urss (1) Après avoir connu un court moment d'euphorie démocratique, l'Algérie va s'enfoncer dans l'engrenage tragique de la violence: près de 150.000 morts tout au long des années 1990. (...) Le 5 octobre 2008, dans le Quotidien d'Oran, on peut lire, sous la plume d'Abed Charef: «Octobre aura finalement été une grande illusion (...) Depuis, le pays continue de s'enfoncer. En octobre 1988, le pays n'avait pas d'argent, mais il y avait une réelle volonté de s'en sortir. En 2008, l'Algérie a de l'argent, mais elle est incapable de se dessiner un avenir.» (2)

L'amère désillusion 30 ans après: le FLN des satrapes en tête

«Pour Azouaou Hamou Lhadj blessé grièvement, ayant perdu un bras lors des émeutes, le multipartisme, les libertés syndicales, d'association, de la presse sont nés des «Événements d'octobre 1988». Mais en 2018, l'ex-parti unique reste malgré tout hégémonique et les jeunes ont peu de perspectives d'avenir: 30% d'entre eux sont au chômage et beaucoup peinent à se loger. (...) Des pénuries et une flambée des prix alimentent un contexte de contestation sociale et de violentes émeutes éclatent «Comme tous les jeunes, j'en avais marre de la ''hogra'' (terme désignant le mépris, l'injustice), on commençait à entendre parler des premières affaires de corruption (...) On en avait marre du parti unique. On voulait que ça change», se souvient-il. (...) Des «jeunes sont morts pour la démocratie, les droits de l'homme, la liberté de la presse, le multipartisme», or 30 ans après, «les acquis d'Octobre ont été remis en cause», souligne-t-il. «Il ne reste presque rien, si ce n'est une presse au ton libre», constate-t-il amèrement. La révolte a certes mis fin au règne du parti unique, aux monopoles syndical et des médias d'Etat, mais l'euphorie fut de courte durée. En 1988, «nous étions fiers. Il y avait beaucoup plus d'espoir il y a 30 ans qu'aujourd'hui», estime amèrement Azouaou Hamou Lhadj avant d'énumérer: «scandales de corruption, de trafic de drogue, impunité (...) Le régime est le même.» (4)

La régression inféconde trente ans après

« L'Algérie lit on sur une livraison du Huffington Maghreb n'accumule plus, elle perd ce qu'elle avait et ce qu'elle savait faire, y compris dans l'adversité de l'occupation coloniale. Elle est constamment prise dans une entreprise de dilapidation d'un capital de valeurs durement accumulées par des générations de militants de la cause nationale. Les Algériens n'ont pas obtenu l'Etat auquel ils aspiraient et que voulaient les militants de la cause nationale. La résilience de la nation algérienne persiste surtout grâce à la mémoire, non instrumentalisée, que les Algériens ont gardé de tout cet effort accompli par des hommes et des femmes pour résister et construire. Mais cette transmission intime, souvent familiale, qui a été un antidote à une sorte de conjuration révisionniste et négationniste arrive à ses limites, les témoins partent et la génération intermédiaire, pour des raisons objectives, n'assume plus la transmission, n'assume pas le rôle, combien essentiel, de passeur. (7)

Abdelatif Rabah observateur averti de la scène algérienne dans une analyse magistrale nous explique comment les « acquis des travailleurs furent détricotés minutieusement et comment l'Algérie a été livrée à la bazarisation qui a suivi la mort de Houari Boumédiène

en éradiquant les « pousses » d'un développement endogène certes poussif mais le seul capable de nous sortir de la dépendance et de la spirale du sous développement. Il écrit :

« Après la mort de Houari Boumediene, en décembre 1978, le camp libéral était entré en campagne pour engager l'idée qu'il fallait changer de cap. La « Synthèse du bilan économique et social de la décennie 67-78 » adoptée en 1980 est emblématique de cette action de propagande. L'industrialisation, encore dans sa phase embryonnaire, est soumise au crible d'une critique sans nuance. La révolution agraire est remise en cause puis, abandonnée. Les réformes dites de l'autonomie des entreprises inspirées des préceptes de la Banque mondiale et du FMI déplacent le centre de gravité de la problématique économique algérienne de la construction des bases productives et du cadre institutionnel du développement national indépendant sur la question du mode de régulation et du passage à l'économie de marché ». (8)

« L'Algérie entre dans la décennie 1990 avec une nouvelle Constitution, votée en février 1989 qui consacre l'abandon de la référence à la Charte nationale ainsi qu'au socialisme et la disparition des articles 94 et 95 de la Constitution de 1976 disposant que « le système institutionnel algérien repose sur le principe du parti unique » et que « le FLN est le parti unique du pays ». Le multipartisme fait son entrée sur la scène politique. Il se caractérise surtout par un phénomène de « déversement de la religion dans la politique », selon l'expression de Jacques Berque. Le FIS (Front islamique du salut) en sera le principal que le plus puissant protagoniste ». (8)

« Inaugurées, à pas feutrés, dès le début de la décennie 1980, sous l'ère de Chadli Benjedid, puis approfondies et dotées d'un corps de doctrine, par l'équipe des réformateurs du gouvernement Hamrouche, les réformes vont connaître une intensification et une accélération extraordinaires à la faveur du plan d'ajustement structurel conclu avec le FMI, en 1994-1995. Ces réformes menées à la hussarde vont imprimer à toute la décennie 1990 et même au-delà, les marques multiformes d'un processus de régression économique et sociale visibles sur le niveau de vie de la majorité de la population, comme sur le niveau d'activité entreprises et des services publics. C'est l'ère du démantèlement du secteur public, des licenciements massifs, du chômage, des salaires impayés, de la précarité, de l'explosion de la pauvreté, du recours à la justice contre les grèves et les grévistes, de l'essor des grosses fortunes... Depuis 1986, l'investissement est au point mort. C'est la panne totale. Ni infrastructures sportives dignes de ce nom, ni salles de cinéma, ni théâtres, ni salles de concert, ni universités, ni lycées, ni infrastructures de santé. D'année en année, les cohortes de chômeurs s'allongent, deux jeunes sur trois en font partie. La situation sanitaire du pays se dégrade avec le recul des programmes de vaccination et la recrudescence des épidémies. L'anarchie du foncier engloutit des dizaines de milliers d'hectares parmi les plus fertiles. L'État perd le contrôle du développement urbain » (8).

« Le secteur d'État a cessé d'être le symbole de la réussite sociale. Le système scolaire aussi. Un quart de siècle de libéralisme économique a engendré un puissant mouvement de décompositions, de déclassements- reclassés sociaux, contribuant à fragmenter la société et à casser les anciens clivages. Ce qui structure la réalité sociale, aujourd'hui, c'est la dynamique des inégalités croissantes qui séparent le haut et le bas des revenus, des inégalités de patrimoine, biens fonciers ou immobiliers, produits financiers, ressources en devises, des inégalités en termes de mobilité internationale et de statut citoyen y afférent. Les forces de l'argent, prédatrices et parasitaires sont à présent aux commandes de l'Etat plus que jamais, plongées dans la logique du libéralisme prédateur et destructeur du tissu national et social. »

Conclusion

Ce ne fut pas un chahut de gamins! les jeunes qui sont descendus dans la rue, ont peut-être été manipulés, mais les causes de la mal-vie étaient réelles. C'est par-dessus tout la hogra, le népotisme, le passe-droit, le fait du prince, la corruption et le manque de perspectives. Octobre 88 attend toujours son autopsie sur les tenants et les aboutissants de ce début de tragédie qui a fait entrer l'Algérie dans la spirale de la violence. Certes, nous avons traversé plusieurs décennies: ''la décennie noire'', ''la décennie rouge'', voire aussi ''les décennies blanches'', en ce sens que nous n'avons rien créé de pérenne. La population de 1988 n'est pas celle de 2018 qui, à bien des égards, est toujours aussi fragmentée et en errance.

Qu'avons-nous fait depuis 30 ans, à part manger la rente? 800 milliards depuis 2000 et une difficulté pour aller de l'avant avec une dépendance à 98% des hydrocarbures et un système éducatif qui peine pour des raisons multiples idéologiques, financières et un manque de visibilité du pays, à se déployer. Certes, Il est vrai que l'on ne peut pas mettre sur le même pied les besogneux, qui suent sang et eau, et le député gros et gras car, bien nourri. Sans aucune valeur ajoutée. Il est vrai aussi que l'on ne peut pas mettre aussi sur le même plan l'enseignant qui fait son djihad au quotidien pour des clopinettes et le trabendiste du conteneur ou le footballeur qui garde une cage à 4 millions de DA/mois qui gagne ainsi en une fois le salaire d'un enseignant, qui doit se réincarner plusieurs fois comme Highlander pour y arriver. Pourtant, le pays n'a jamais été aussi riche.

Pourtant, vus de loin, tous les attributs, tous les insignes dignes d'un État de droit semblent réunis: une Constitution, un Sénat, un Parlement, une Assemblée populaire, des juges et des magistrats pour dire le droit des tribunaux administratifs, un pluralisme politique, mais, à y voir de plus près, le tableau n'est guère enthousiaste.

Octobre 1988 fut une parenthèse douloureuse dont on n'a pas tiré les leçons. Et pourtant, les jeunes, objet de toutes les manipulations, ne demandent qu'à vivre, étudier et faire preuve d'imagination. Une petite anecdote d'il y a quelques années: des harraga en mer écoutent la radio et apprennent que l'Équipe nationale a battu la Zambie. Demi-tour vers la mère patrie pour fêter l'événement dignement. Tôt, le lendemain, les harraga repartent à l'aventure et risquent leur vie, l'Algérie n'ayant pas su les retenir. Comment plus de trente ans après avoir conjuré ces signes indiens, l'on continue à errer sans boussole

À quand « la décennie verte » de l'espoir? Seuls le consensus, le dialogue, la parole désarmée, l'intérêt supérieur du pays permettront de réconcilier les Algériens et mettre fin à la guerre sourde de positions entre deux visions pour l'Algérie, celle d'une Algérie satellite d'une oumma arabe moyenâgeuse et celle d'un miroir aux alouettes de l'Occident dont on ne copie que les travers et non leur prouesse technologique. Ces deux visions n'ont évidemment aucune idée de ce que pourrait être la vie selon la mentalité algérienne. Qu'allons-nous laisser aux générations suivantes? À nous de nous organiser pour donner de l'espoir à cette jeunesse qui a perdu ses illusions. Pour cela, seul le parler vrai, le patriotisme, la fidélité aux valeurs nous permettront enfin de bâtir une Algérie qui sortira de la malédiction de la rente pour se mettre enfin au travail.

Prof. Chems Eddine Chitour

Notes

1.Sofiane Djilali: Évocation: I. Octobre 88, la fin des illusions. Agoravox 3.10.2009

2.Benjamin Stora

<https://blogs.mediapart.fr/benjamin-stora/blog/071008/octobre-1988-une-nouvelle-histoire-commence-e-n-algerie>

3.https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89v%C3%A9nements_du_5_octobre_1988_en_Alg%C3%A9rie

4.AFPhttps://www.liberation.fr/planete/2018/10/04/algerie-l-amere-desillusion-d-un-manifestant-de-la-re-volte-d-octobre-1988_1683192

5 Walid Ait Saïd <http://www.lexpressiondz.com/actualite/301233-racontez-nous-octobre.html>

6.Hocine Nefhah <http://www.lexpressiondz.com/actualite/301230-l-ivresse-des-possibles.html>

7.https://www.huffpostmaghreb.com/entry/lalgerie-naccumule-plus-elle-perd-ce-quelle-avait_mg_5bb34ffe4b0ba8bb210e5f0

8.Abdelatif Rabah 1988-2018 : de l'économie du développement a l'économie de la prédation lu sur un site internet

Article de référence :

http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/301290-un-tragique-chahut-de-gamins.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca